



COMMUNIQUE CONJOINT DE PRESSE

LA MISSION D'ÉVALUATION CONJOINTE SUR LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE SOUS CONDUITE DE L'UNION AFRICAINE A TENU UNE SÉANCE DE CONSULTATION AVEC LE GROUPE INTERNATIONAL DE SOUTIEN A MADAGASCAR (GIS-M)

Antananarivo, 8 Octobre 2014: La mission d'évaluation conjointe sur la Reforme du Secteur de la Sécurité (MEC-RSS) sous conduite de l'Union africaine a tenu une séance de consultation avec le Groupe International de Soutien à Madagascar (GIS-M) à Antananarivo le 8 Octobre 2014. La consultation s'était déroulée dans le cadre du programme de la mission d'évaluation conjointe en cours qui avait débutée depuis le 4 Octobre 2014 en réponse à la demande du Gouvernement Malagasy et qui se terminera le 13 Octobre prochain. La mission conjointe est composée des représentants et experts de l'Union Africaine, des Nations Unies, de l'Union Européenne, de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), du Réseau Africain du Secteur de la Sécurité (ASSN) et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

La consultation qui a vu la participation des membres du GIS-M, avait été dirigée par l'Ambassadrice Hawa Ahmed Youssouf, Représentante Spéciale de la Présidente de la Commission de l'Union africaine qui est également le chef de la mission d'évaluation conjointe. L'Ambassadrice Hawa Ahmed Youssouf a informé les membres du GIS-M des consultations que mène la mission y compris les rencontres déjà conclues notamment celles avec le Premier Ministre et son cabinet, le Ministre de la Défense Nationale, le Ministre de l'Environnement, le Secrétaire d'Etat en charge de la Gendarmerie, le Chef d'Etat-Major General de l'Armée Malagasy, le Président de l'Assemblée Nationale et les membres des commissions défense et sécurité, le Commandant de la Gendarmerie, le Directeur Général de la Police Nationale et le Directeur de l'académie militaire. La mission avait également discuté avec le Chef de la délégation de l'Union européenne à Madagascar et ses conseillers, la Coordinatrice Résidente des Nations Unies et ses experts ainsi que la société civile y compris celles qui travaillent sur les questions du Genre.

Pour leur part, plusieurs membres du GIS-M ont réitéré leur disponibilité à appuyer les efforts de l'Etat Malagasy dans sa volonté d'élaboration et de mise en œuvre de la RSS qui augmentera la responsabilité, l'efficacité et l'efficience du secteur de la sécurité. Parmi les membres du GIS-M présents à cette consultation, les représentants de la France, des Etats unis d'Amérique, de l'île Maurice, de la Grande Bretagne, de la Norvège, de l'Algérie, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont salué les initiatives RSS enclenchées à travers la mission d'évaluation conjointe et ont également donné leur perspective et des informations sur l'appui qu'ils fournissent à Madagascar.